

Questions orales

avec les sociétés d'exportations ayant consenti à boycotter Israël. La réunion a-t-elle conduit à une politique ferme et le ministre a-t-il émis depuis une directive par écrit sur cette importante situation?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, le conseil a revu ses politiques et il a confirmé qu'il ne négocierait pas de contrats de prêts directs, qu'il ne garantirait pas de financement et qu'il n'accorderait pas de police d'assurance dans les cas où il existerait une clause relative au blocus arabe. On m'a informé de cette prise de position, et je suis en train de l'étudier, ainsi que d'autres questions.

M. Bawden: Le ministre peut-il donner à la Chambre la garantie absolue qu'il adressera des directives écrites à son ministère et à la Société pour l'expansion des exportations à ce sujet, de façon qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur les politiques suivies.

M. Gillespie: Je pense que le gouvernement dans son ensemble étudiera très bientôt cette question. Évidemment, son point de vue sera communiqué à tous les ministères et sociétés de la Couronne.

* * *

LA CONSOMMATION**LA PÉNURIE DE COUVERCLES DE BOCAUX À CONSERVES EN C.-B.—LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT**

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Elle porte sur la réponse que celui-ci a donnée à une question que lui avait posée le député d'Okanagan-Kootenay au sujet des couvercles à bocaux «Mason», et je cite: «Je rappelle au député que la pénurie de couvercles est due en partie à une grève de la compagnie qui les fabrique en Colombie-Britannique». Étant donné qu'aucune compagnie de la Colombie-Britannique ne fabrique de couvercles à bocaux «Mason», j'aimerais demander au ministre ce qu'il fait à propos de cette pénurie qui est aussi grave aujourd'hui qu'elle l'était l'année dernière. Quand donc le gouvernement prendra-t-il ce problème au sérieux?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je voudrais rappeler à l'honorable député qu'il est tout nouveau dans ce dossier, parce que des discussions ont cours entre les fonctionnaires de mon ministère, des manufacturiers canadiens et des manufacturiers américains, et ce depuis déjà plusieurs mois, afin de les encourager à augmenter leur production pour répondre à la demande, en particulier en Colombie-Britannique. Des fonctionnaires de mon ministère ont rencontré spécialement à cet effet des manufacturiers de la Colombie-Britannique. Nous sommes en rapport

[M. Bawden.]

constant avec les autorités provinciales, afin de nous assurer que, autant que faire se peut, il y aura suffisamment de produits pour répondre à la demande.

* * *

*[Traduction]***L'AGRICULTURE****LE CONTINGENTEMENT AMÉRICAIN DU BŒUF—LES NÉGOCIATIONS ENTREPRISES PAR LE MINISTÈRE**

M. Gordon L. Ritchie (Dauphin): J'ai une question à l'intention du ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Ou en est le gouvernement dans sa tentative d'obtenir des États-Unis qu'ils mettent fin au contingentement du bœuf? Quel progrès a-t-on réalisé dans la recherche d'une solution satisfaisante pour les deux parties en vue de mettre un terme à ce conflit?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Nous avons réalisé un certain progrès, à mon avis, mais les entretiens ne sont pas encore terminés.

* * *

L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE**LES AUDIENCES RELATIVES AU PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE—DEMANDE DE PROMESSE FERME DE CONVOCATION DES GROUPES OPPOSÉS À L'AMÉNAGEMENT**

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j'adresserai ma question au premier ministre; c'est au sujet de la demande présentée par Canadian Arctic Gas et Foothills relativement au pipe-line de la vallée du Mackenzie. Le très honorable représentant peut-il assurer à la Chambre que toutes les audiences publiques et toutes les audiences préparatoires tenues par l'Office national de l'énergie seront ouvertes aussi bien aux groupes qui s'opposent à l'aménagement du pipe-line qu'aux représentants des compagnies de pipe-line?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Puis-je demander au secrétaire parlementaire du ministre de répondre à cette question?

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, l'annonce publique des audiences que tiendra l'Office cet automne faisait clairement ressortir que tous les intervenants pourraient être entendus.

LES AUDIENCES RELATIVES AU PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE—DEMANDE D'EXPOSÉ MINISTÉRIEL SUR L'INTÉRÊT PUBLIC

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Peut-être devrais-je poser cette question au premier ministre. Celui-ci peut-il nous dire quels ministères ont l'intention d'intervenir au cours des audiences et peut-il confirmer les rumeurs voulant que le ministère de la Justice fasse voir à l'Office national de l'énergie où est l'intérêt de la population canadienne face aux projets de pipe-line?

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je vais prendre note de la question et m'assurer qu'une réponse est donnée.